

# La politique du maintien de la Paix de la République de Chine en Asie-Pacifique

TSAI Cheng-Wen\*

## Abstract

Depuis la fin de la guerre froide, tous les pays cherchent un environnement pacifique afin de garantir leur développement économique à travers la coopération internationale. Même s'il existe toujours des crises latentes dans la région de l'Asie-Pacifique, les pays riverains du Pacifique s'efforcent d'établir un système de la sécurité régionale afin d'éviter l'éclatement des conflits. Face à la nouvelle situation régionale, la République de Chine à Taiwan consacre, comme les autres pays, tous ses efforts à maintenir la stabilité de la région Asie-Pacifique.

Nous tentons dans cet article d'analyser la politique du maintien de la paix de la ROC en Asie-Pacifique. La perception de Taipei de la situation dans la région Asie-Pacifique et de sa sécurité nationale, la politique suivie par la ROC ainsi que l'évaluation et les perspectives d'avenir de cette politique sont les trois principales parties à traiter.

Après une analyse systématique, on peut constater que la politique de la ROC a abouti à une contribution positives dans le maintien de la stabilité en Asie-Pacifique. Mais il y a quand même des facteurs négatifs qui ont diminué l'efficacité de cette politique. Par exemple la conjoncture internationale défavorable, les difficultés d'acquisition d'armements de haute technologie, la position intransigeante de la Chine populaire, le soutien irrégulier des pays tiers à la position de Taiwan et le développement de la situation politique et économique de Taiwan peuvent compromettre les efforts de la ROC.

Toutefois, l'on peut prévoir que Taiwan, étant dans une situation irréversible, continuera de poursuivre sa politique de paix afin de pouvoir préserver son existence dans la communauté internationale.

---

\*Professor of Department and Graduate Institute of Political Science, National Taiwan University.

Depuis la fin de la guerre froide, tous les pays cherchent un environnement pacifique afin de garantir leur développement économique à travers la coopération internationale. La stratégie globale des Etats-Unis est, en principe, d'essayer de maintenir le statu quo dans la situation internationale. Bien qu'ils aient adopté une stratégie de non-risque, ils poursuivent une stratégie gagnant-gagnant (win-win) pour résoudre les conflits régionaux. En d'autres termes, les Etats-Unis adoptent une stratégie risquée pour éviter le risque.

Les Etats-Unis sont en principe capables de maîtriser la situation dans les diverses régions du monde à l'exception de l'Asie-Pacifique. En fait, l'accroissement de la puissance de la Chine populaire et l'essor du nationalisme de ce pays ont incité les Etats-Unis à réviser leur stratégie régionale; la Chine populaire devient la première préoccupation des stratégies globale et régionale américaines. Dans la région Asie-Pacifique, on constate qu'il y a une inquiétude accrue de la menace chinoise en raison de la politique actuelle poursuivie par Pékin. En particulier, la Chine populaire pratique toujours envers Taipei la même politique que pendant la guerre froide; cette politique est responsable de la tension dans le détroit de Taiwan.

D'autre part, les pays d'Asie-Pacifique, à l'exception du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ont besoin pour leur développement économique de maintenir une coopération intensive avec les pays industrialisés. Surtout, la récente crise monétaire a eu un impact vital sur l'économie de tous les pays de la région. L'Indonésie du Président Suharto a traversé une période de difficultés telles que le soulèvement des étudiants et du peuple indonésien a poussé le Président Suharto à démissionner le 21 mai 1998. Les autres pays d'Asie du sud-est à l'exception de Singapour sont également dans la même situation économique. La Corée du sud a été atteinte également par la crise monétaire et économique. Elle a, tout comme les pays du sud-est asiatiques, besoin de l'assistance du Fond Monétaire International.

Face à cet environnement international, la République de Chine à Taiwan a pu réduire au minimum l'influence de la crise monétaire. Elle a

même proposé à tous les pays de la région de coopérer en vue de surmonter les difficultés économiques. Taiwan a bien voulu jouer un rôle constructif pour le maintien de la stabilité et de la prospérité de la région Asie-Pacifique.

Nous tenterons dans cet article d'analyser la politique du maintien de la paix de la République de Chine à Taiwan en Asie-Pacifique. La perception de Taipei de la situation dans la région Asie-Pacifique et de sa sécurité nationale, la politique poursuivie par la République de Chine ainsi que l'évaluation et les perspectives d'avenir de cette politique sont les trois principales parties à traiter.

#### I. Perception de Taipei de la situation dans la région Asie-Pacifique et de sa sécurité nationale

La perception de la situation globale et régionale est la base de la politique de sécurité nationale et du maintien de la paix en Asie-Pacifique. Et le concept de sécurité nationale constitue une donnée importante de l'élaboration de toute stratégie de paix. Il est ainsi important que nous entamions l'analyse de la perception par le gouvernement de la République de Chine à Taiwan de l'environnement global et régional ainsi que son concept de sécurité nationale.

##### A. Perception de l'environnement international

D'une manière générale, le gouvernement de Taipei voit dans la situation internationale actuelle quatre tendances principales:<sup>1</sup>

- (1) L'établissement d'un environnement pacifique afin de favoriser la coopération entre les pays;
- (2) L'importance accrue de l'économie internationale et la possibilité croissance de conflits entre les différents groupes économiques;
- (3) La continuation de la vague de démocratisation dans le monde;
- (4) L'éclatement possible de conflits régionaux dus aux divergences

---

<sup>1</sup> Ministre de la Défense, R.O.C., *Rapport sur la Défense Nationale 1998* (Taipei: Li-Ming Publisher, 1998), pp.3-10.

politiques, aux différences ethniques, aux racismes etc.

Quant au niveau régional, en particulier sur l'Asie-Pacifique, Taipei a une vision très sereine de la situation.

Etant donné la dimension immense de la région Asie-Pacifique, les différences d'environnement stratégique, de religions, de cultures et de niveau de développement économique, tous les pays estiment l'éclatement de crises possible. C'est pourquoi les pays de la région ont entrepris d'important efforts de modernisation de leur défense nationale et d'organisation d'un mécanisme de dialogue en matière de sécurité régionale. Taiwan estime qu'il y a quatre crises potentielles dans la région:

(1) La péninsule coréenne; (2) Le détroit de Taiwan; (3) La mer de la Chine méridionale et (4) L'Asie du sud.<sup>2</sup> La Chine populaire est impliquée dans toutes ces crises potentielles. Les tirs de missiles en mars 1996 à près de 70 kilomètres de Taiwan par Pékin et la confrontation de la Chine populaire avec les pays sud-est asiatique au sujet de la souveraineté sur les îles Spratly ont montré non seulement la détermination de Pékin sur ces deux problèmes mais aussi sa capacité à imposer sa volonté dans la région. La théorie de la menace chinoise est désormais devenue un thème important dans les milieux académiques et politiques.

Les Etats-Unis, conscients de cette situation, ont réitéré leur engagement dans le maintien de la paix et dans le dialogue sur la sécurité régionale. Ils ont renforcé leur alliance avec le Japon, la Corée du sud, et l'Australie. Et ils continuent de stationner des forces militaires dans la région pour en assurer la sécurité. Ils participent activement au dialogue en matière de sécurité au sein de l'ASEAN Regional Forum (ARF) et du Conseil sur la coopération de la sécurité en Asie-Pacifique (CSCAP).

D'autre part, les Etats-Unis multiplient les efforts pour faire participer la Chine populaire au système international afin que celle-ci puisse jouer un rôle constructif dans le maintien de la paix tant au niveau global qu'au

---

<sup>2</sup> *Ibid*, pp.7-9.

niveau régional. Surtout, Washington essaie de nouer des relations stratégiques et économiques avec Pékin. Le projet de visite du Président Bill Clinton en juin 1998 à Pékin a suscité de grandes inquiétudes à Taipei sur la possibilité d'une amélioration des relations entre Washington et Pékin au détriment des intérêts de Taiwan. Pour l'heure, les Etats-Unis ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils ne renoueraient pas leurs relations avec Pékin au dépens de la sécurité de Taiwan. Mais l'angoisse taiwanaise demeurera jusqu'à la fin de la visite de Clinton à Pékin.

En fait, on peut observer clairement qu'il existe des mécanismes de sécurité pour l'ensemble des problèmes de la région de l'Asie-Pacifique à l'exception de celui du détroit de Taiwan : en Asie nord-est, l'ARF et en l'Océanie, l'Anzus. Taiwan reste le seul pays sans alliance avec d'autres Etats. Il ne peut compter que sur la bonne volonté des Etats-Unis et du Japon. Bien que le traité de sécurité nippon-américain ait dans les nouvelles lignes directrices de coopération signée le 23 septembre 1997 et approuvés en avril 1998,<sup>3</sup> étendu la zone de défense concernée par ce traité jusqu'au nord des Philippines, le peuple de la République de Chine à Taiwan pense qu'en matière de sécurité nationale, il doit avant tout compter sur ses propres forces. Taiwan doit donc garantir son approvisionnement en armements de divers pays. Mais sous la pression de Pékin, la plupart des pays, sont prudents en cette matière. Nombre d'entre eux refusent même de vendre tout armement à Taiwan. Taipei est donc obligé de rechercher en permanence de nouveaux fournisseurs d'armements.

Pékin a considéré les systèmes d'alliance des Etats-Unis avec les pays asiatiques comme faisant partie d'une stratégie d'endiguement de la Chine populaire. Elle a essayé d'établir les relations de partenariat stratégique avec la Russie, la France, les Etats-Unis etc. afin de disloquer le "containment" américain. Par cette stratégie et les mesures de coopération économique avec les pays occidentaux, Pékin a pu réaliser sa stratégie d'isolement de Taiwan dans la communauté internationale.

Cependant, le développement économique est toujours la préoccupation

---

<sup>3</sup> *Central Daily News* (April 29, 1998), p.1.

primordiale des pays d'Asie-Pacifique. Bien que la pression de Pékin survienne à chaque moment où ces pays veulent promouvoir des relations étroites avec Taipei, ceux-ci cherchent quand même afin de résoudre leurs problèmes économiques, à développer la coopération économique avec Taiwan. Taiwan a ainsi un rôle à jouer dans la région. Il peut contribuer à la croissance économique des pays asiatiques par les échanges commerciaux et par les investissements directs. La récente crise monétaire et économique a incité les pays d'Asie du sud-est et la Corée du sud à établir des contacts plus fréquents à un niveau très élevé avec Taipei en vue d'une coopération plus étroite. Taipei a toujours considéré la prospérité économique et le bien-être du peuple des pays de la région comme étant un élément important de sa sécurité. Taiwan est donc très actif dans l'Asian Pacific Economic Cooperation (APEC), le Pacific Economic Cooperation Council (PECC) et le Pacific Basin Economic Council (PBEC). Et Taiwan a adopté une politique en direction du sud qui consiste à encourager les secteurs privé et public à investir dans les pays de l'ASEAN. Taipei a essayé également de nouer des relations avec tous les pays socialistes en Asie-Pacifique, y compris la Chine populaire.

On peut donc synthétiser de la manière suivante la perception de Taipei de la situation en Asie-Pacifique:

- (1) Les Etats-Unis jouent un rôle clé dans la sécurité régionale et le traité d'alliance nippon-américaine est l'axe de la sécurité de l'Asie-Pacifique;
- (2) La Chine populaire est impliquée dans toutes les crises potentielles de l'Asie-Pacifique et il est nécessaire de l'intégrer dans un mécanisme bilatéral et multilatéral de dialogue en matière de sécurité afin de réduire au minimum toute possibilité de conflit;
- (3) L'absence d'un mécanisme de dialogue et d'un traité d'alliance dans le détroit de Taiwan peut déstabiliser la situation de telle sorte que la sécurité de l'ensemble de la région sera affectée; et le peuple de Taiwan a la détermination de se défendre au cas d'invasion de la Chine populaire;
- (4) Bien que les Etats-Unis semblent poursuivre une stratégie d'endiguement de la Chine populaire, l'établissement de relations de partenariat stratégique entre Pékin et les autres pays comme les

Etats-Unis, la France, la Russie, l'ASEAN etc. tend à restreindre de manière importante l'espace international de Taipei;

- (5) Le développement économique est l'un des facteurs importants de la sécurité et la crise monétaire en Asie-Pacifique donne une occasion à Taiwan de contribuer à aider les pays voisins à surmonter les difficultés économiques par voie bilatérale ou multilatérale.
- (6) Conscient de l'influence exercée par Pékin, Taipei continue de poursuivre la politique de détente avec Pékin tout en renforçant sa défense nationale.

#### B. Concept de sécurité nationale

En analysant la perception de la situation en Asie-Pacifique, on constate que le gouvernement de la République de Chine à Taiwan possède un concept de sécurité nationale qui ne se limite pas à une notion purement militaro-stratégique. Il comprend tous les facteurs qui pourront être impliqués dans le maintien de la sécurité. Ceci est conforme à la définition de la sécurité nationale depuis les années 1970.

En fait, dans les années 1950 et 1960, il y avait une superposition assez restreinte entre la sécurité nationale et la politique étrangère. Mais depuis les années 1970, en particulier après la crise du pétrole, on observe non seulement un lien très étroit entre la politique de sécurité nationale et la politique étrangère mais aussi l'influence de l'économie, de la culture etc. sur la sécurité nationale et sur le processus de décision en matière de la politique étrangère.<sup>4</sup> Ainsi, les divers pays occidentaux ont redéfini leur notion de sécurité. Ils ont proposé les concepts de "comprehensive security" qui ont tous étendu le contenu de la sécurité de l'idée stratégique et militaire aux notions non militaires, y compris l'économie, la culture, l'idéologie, le développement politique, etc.<sup>5</sup>

---

<sup>4</sup> Amos A. Jordan and William J. Taylor, Jr., *American National Security: Policy and Process* (Baltimore: The John Hopkins University Press, 1981), p.3.

<sup>5</sup> David B. Dewitt, "Concepts of Security for the Asia-Pacific Region", in Bunn Nagara & K.S. Balakrishnan ed., *The Making of a Security in the Asia-Pacific* (Kuala Lumpur:

Le gouvernement de Taipei a adopté la même notion de sécurité. Dans le rapport annuel de la Défense nationale de 1998, il insiste sur l'importance des facteurs économiques, politiques, psychologiques et militaires dans la consolidation de la sécurité nationale.<sup>6</sup> Au niveau politique, il faut construire la base de la démocratie, le consensus sur l'identité nationale et promouvoir le consensus sur la paix internationale afin de créer les garanties multiples sur la sécurité nationale. Au niveau économique, il est nécessaire de développer l'économie nationale en liant l'économie du bien-être et l'économie de la défense nationale afin d'assurer la sécurité nationale. Au niveau psychologique, il faut promouvoir le sens de la communauté du peuple, la détermination du peuple à la défense du système démocratique et renforcer le moral national afin de renforcer la volonté de défense au sein du peuple. Sur le plan militaire, il faut rénover l'organisation militaire et améliorer la gestion des armées et leur efficacité d'opérationnelle afin d'assurer la sécurité et la défense nationale.

D'autre part, dans le Rapport sur les relations extérieurs et la diplomatie publié par le Ministère des affaires étrangères en 1992, il est indiqué que la diplomatie pragmatique doit défendre avant tout la sécurité, et l'intérêt national.<sup>7</sup> La diplomatie "totale" traite non seulement des affaires générales de la diplomatie mais aussi de l'information, de la culture, de l'économie, de la science, du sport et de l'écologie, etc.<sup>8</sup> Ce rapport souligne qu'une politique étrangère fondée sur l'intérêt national peut énormément influencer la sécurité nationale de sorte que tous les pays considèrent les affaires étrangères comme l'un des projets prioritaires du programme gouvernemental.<sup>9</sup>

Nous pouvons ainsi constater que Taiwan a un concept de sécurité

---

Institute of Strategic and International Studies, 1994), pp.15-33.

<sup>6</sup> *Rapport sur la Défense Nationale 1998*, pp.47-48.

<sup>7</sup> Ministère des Affaires étrangères, *Rapport sur les relations extérieures et l'administration diplomatique 1992* (Taipei: Ministère des Affaires étrangères, 1992), p.2.

<sup>8</sup> *Ibid*, p.9.

<sup>9</sup> *Ibid*, p.25.

nationale identique à celui des pays occidentaux. Le lien étroit entre la sécurité nationale et la politique étrangère se manifeste d'une manière très claire : la sécurité nationale traite non seulement des affaires diplomato-stratégiques mais aussi des affaires non politique. Dans un amendement à la Constitution de la République de Chine, il est stipulé que le Président de la République peut établir un conseil de sécurité nationale comme organe consultatif pour toute décision sur les affaires de sécurité nationale. Les affaires de la sécurité nationale ne sont pas explicitement définies. En conséquence, le Président de la République peut traiter de l'ensemble des questions qui ont des implications sur la sécurité nationale.

## II. Politique du maintien de la paix adoptée par Taipei

Sur la base de la perception de son environnement international et de son concept de la sécurité, Taiwan poursuit une politique de paix qui comporte les éléments suivants: (1) Le maintien de la stabilité dans le détroit de Taiwan en modernisant la défense nationale; (2) Une politique de détente dans ses relations avec la Chine populaire par la voie des échanges fonctionnels du secteur privé; (3) Une politique étrangère pragmatique au moyen d'une participation active aux activités internationales; (4) Une politique de coopération à travers les échanges commerciaux et l'assistance économique et technique.

### A. Maintenir la stabilité dans le détroit de Taiwan en modernisant la défense nationale

En fait, parmi les quatre crises potentielles en Asie-Pacifique, celle qui est la plus menaçante et la plus immédiate est une crise dans le détroit de Taiwan. Bien que tous les pays voisins de cette région n'osent pas soutenir ouvertement Taiwan au cas où survient une crise ou un conflit, ils se sentent menacés car le détroit de Taiwan fait partie de la région Asie-Pacifique. C'est ainsi que le maintien de la paix dans le détroit de Taiwan est devenu la préoccupation primordiale de Taipei, des grandes puissances en présence et des pays voisins, en particulier, les Etats-Unis et le Japon, la Corée du sud, les Philippines, etc.

Etant donné que la Chine populaire avait manifesté l'intention d'étendre son contrôle effectif sur les eaux de la Mer de Chine méridionale depuis 1995<sup>10</sup> et d'exercer des pressions militaires sur Taipei depuis 1996, Taiwan s'est trouvé obligé de renforcer ses dispositifs militaires afin de dissuader le possible aventurisme de Pékin. Taipei sait très bien que le maintien d'une capacité militaire suffisante est le seul moyen pour dissuader toute invasion et toute menace militaires de Pékin et aussi la seule méthode pour obtenir le soutien des pays occidentaux. C'est ainsi que Taipei a entamé la modernisation de sa défense nationale depuis les années 1990.

Face à la menace de l'Armée populaire de libération, Taiwan a d'une part cherché à se procurer une nouvelle génération d'armements, en particulier des avions de combat, des navires de guerre, des missiles, des chars de bataille, des véhicules blindés de combat et des hélicoptères d'attaque, etc. D'autre part, Taiwan s'est efforcé de réorganiser son armée afin d'en réduire les effectifs sans pour autant en réduire les capacités de défense. Comme tous les pays capables de fournir des armements ont peur de la réaction de la Chine populaire, il est très difficile pour Taiwan d'obtenir des armes de haute technologie. Surtout, les avions de combat et les navires de guerre sont d'une importance évidente pour la défense de Taiwan et pour le maintien de la stabilité dans le détroit de Taiwan. Mais en raison de considérations stratégiques et de la pression de Pékin, les pays fournisseurs d'armements sont très prudents quant à la vente d'armements à Taiwan.

Après des efforts acharnés, Taiwan a pu acheter deux sous-marins à la Hollande au début des années 1980. Taiwan a également obtenu l'autorisation des autorités françaises d'acheter six frégates de type La Fayette au début des années 1990. Grâce aux transferts de technologie américaine, il a construit dix autres frégates de type Perry à Kaohsiung. Tous ces navires de guerre sont en service.

L'acquisition d'une nouvelle génération d'avions de combat a été très

---

<sup>10</sup> A. James Gregor, "East Asian Stability and the Defense of the Republic of China on Taiwan", in *Comparative Strategy* (October-December 1997), p.321.

difficile pour Taipei. Taiwan a du d'abord se lancer dans une coopération avec de grandes companies des Etats-Unis pour développer les nouveaux avions de combat IDF. Mais à la veille de la décision relative à la production série de l'IDF, l'Administration Bush a annoncé la vente de 150 F-16 et la France a également décidé de fournir 60 Mirage 2000-5 à Taiwan. Tous ces avions ont commencé à être livrés à partir de 1997. Et les anciens avions de combat F-104 ont été retirés du service à partir de mai 1998. Actuellement, les appareils de l'armée de l'air sont l'IDF, le F-16 et le Mirage 2000-5. Il y a aussi 4 E-2T (Airborne early warning), 20 S-2T de lutte anti-soumarine et 30 C-119.<sup>11</sup>

Quant à l'Armée de terre, les armements ont aussi été modernisés.<sup>12</sup> Les principaux chars de combat sont le M60A3, le M48H et le M-48A5. Les véhicules blindés de combat sont le M-113 avec des canons de 20-30mm, le M113 et le V-150 Commando. Taiwan a également des systèmes d'artillerie de gros calibres comme le M115 (203mm), le M44 (155mm), le M59, le M114 (T-65). Taiwan possède aussi différents types de missiles, notamment les missiles sol-air comme le HAWK, le Tien Kung, le Patriot. L'Armée de terre de Taiwan disposent aussi d'hélicoptères d'attaque. Cependant, Taiwan doit toujours déployer de grands efforts pour se procurer des armements de haute technologie.

En raison de cette difficulté, Taipei a accru le budget de recherches et de développement dans le but de produire lui-même des armements modernes.<sup>13</sup> Les résultats enregistrés sont fructueux.<sup>14</sup> Grâce à la collaboration des entreprises américaines et aux transferts de technologies, Taiwan a pu produire les avions de combat IDF, divers missiles sol-air, air-air, des frégates, des véhicules blindé de combat, des canons, etc. Mais il est toujours nécessaire pour Taiwan de consacrer une grande partie de son budget à l'achat d'armements. Surtout, la Chine populaire a aussi entrepris la

---

<sup>11</sup> *Rapport sur la Défense Nationale 1998*, p.59.

<sup>12</sup> *Ibid*, p.56; International Institute for Strategic Studies, *Military Balance 1997/1998* (London: IISS, 1997), pp.194-195.

<sup>13</sup> *Rapport sur la Défense Nationale 1998*, pp.106-107.

<sup>14</sup> *Ibid*, pp.121-125.

modernisation de son Armée populaire de libération. Bien que Taiwan ait essayé de diminuer la part de son budget de défense nationale, il doit encore consacrer presque 1/4 de son budget total à la défense; en 1994, 24.28%, en 1995, 24.51%, en 1996, 22.76%, en 1997, 22.51% et en 1998, 22.43%.<sup>15</sup> Les dépenses représentent 3% - 4% de GDP; en 1994, 4.22%, en 1995, 3.81%, en 1996, 3.38%, en 1997, 3.45% et en 1998, 3.26%.<sup>16</sup>

Le maintien d'une force militaire dissuasive à Taiwan est toujours importante non seulement pour la sécurité de Taiwan mais aussi pour la stabilité de l'Asie de l'est. Malgré l'effondrement de l'Union soviétique, la valeur stratégique du détroit de Taiwan pour les Etats-Unis n'a pas diminué, en particulier en raison de l'importance économique croissante du bassin du Pacifique ouest. Les Etats-Unis ont un intérêt au maintien du statu quo en Asie de l'est, tandis que Pékin a l'intention d'élargir son contrôle effectif sur la mer de Chine méridionale. Ainsi, comme le Professeur A. James Gregor l'a indiqué,<sup>17</sup> Taiwan est au centre de la politique des Etats-Unis du maintien de la stabilité en Asie de l'est. Bien que les Etats-Unis doivent encourager les investissements et les échanges commerciaux avec la Chine populaire, ils devront continuer de maintenir leur présence militaire dans cette région.

C'est pourquoi, la puissance de la défense nationale de Taiwan constitue non seulement un élément d'auto-défense face à la menace de Pékin,<sup>18</sup> mais aussi un facteur important de la stratégie américaine de maintien de la stabilité en l'Asie-Pacifique.<sup>19</sup> Taiwan va donc certainement continuer d'apporter une contribution à la sécurité de l'Asie-Pacifique.

#### B. La politique de détente dans les relations avec la Chine populaire au moyen des échanges fonctionnels du secteur privé ou non gouvernemental

---

<sup>15</sup> *Ibid*, p.111.

<sup>16</sup> *Ibid*.

<sup>17</sup> A. James Gregor, *op.cit.*, p.321.

<sup>18</sup> *Ibid*, pp.329-330.

<sup>19</sup> *Ibid*, pp.330-332.

Un des éléments les plus importants de la politique de paix de Taiwan est sa stratégie de détente des relations avec Pékin. Pour maintenir la paix dans la région du détroit de Taiwan, il faut favoriser au maximum la tension entre Pékin et Taipei. Depuis 1987, Taiwan a adopté une stratégie de rapprochement avec la Chine continentale qui a permis à la population de Taiwan de se rendre en Chine continentale et de développer des relations commerciales indirectes avec le continent.

Cette politique de détente a contribué depuis lors à favoriser la création d'un environnement paisible, sinon de paix, pour les échanges économiques, culturels, sociaux, etc. entre les peuples des deux rives du détroit. Jusqu'à la fin 1997, plus que huit millions de Taiwanais se sont rendus sur le continent et les investissements taiwanais en Chine continentale ont déjà dépassé les 30 milliards dollars américains. L'intensification des échanges culturels et académiques a favorisé la compréhension mutuelle entre les peuples des deux rives du détroit. Même pendant la récente crise du détroit en mars 1996, les échanges privés se sont poursuivis normalement.

Depuis juin 1995, après la visite du Président Lee Teng-hui à l'Université de Cornell, l'escalade de la tension était devenue la tactique de Pékin pour empêcher la victoire du Kuomintang aux élections législatives de 1995 et le triomphe du Président Lee lors de l'élection Présidentielle de mars 1996. Grâce à l'intervention des Etats-Unis dans le détroit de Taiwan, la crise a été surmontée et la tension est peu à peu retombée. Cependant, Taipei a demandé à Pékin de redémarrer les négociations et le dialogue sur les questions concernées même pendant et après la crise. Pékin a rejeté pendant long temps la proposition de Taipei. A partir du début 1998, Pékin a semblé vouloir reprendre le dialogue mais il a posé une condition préliminaire pour la réouverture des négociations; c'est-à-dire l'acceptation d'une négociation sur les affaires politiques. En fait, les positions politiques des deux parties intéressées sont très différentes et cette différence est très difficile à résoudre. Une fois qu'on se met à discuter des questions politiques, on arrivera très vite à la rupture. Et cette rupture pourrait provoquer une remontée de tension. Ainsi, Taiwan s'attache plutôt à la négociation des questions techniques dont le règlement est bénéfique aux deux parties. La discussion relative à l'ordre du jour des négociations est donc très difficile. Il semble que la tactique de

Pékin soit de reporter la réouverture des négociations au plus tard possible mais de montrer à la communauté internationale une apparence bonne volonté. La Chine populaire a accepté récemment la visite du secrétaire-général adjoint de la Fondation pour les échanges à travers le détroit, M. Chang Chih-Hong à son homologue continental de l'Association chargée des relations entre les deux rives du détroit. Le résultat de cette visite n'est pas fameux.

Néanmoins, le développement des échanges commerciaux et culturels se poursuit et, même s'intensifie. Bien qu'il subsiste une compétition diplomatique très violente entre Taiwan et la Chine populaire dans la communauté internationale et que Pékin ait arrêté des hommes d'affaires taiwanais pour espionnage en mai 1998,<sup>20</sup> la politique de promotion des échanges non gouvernementaux reste inchangée. Ceci a naturellement, diminué dans une certaine mesure, la tension causée par la concurrence diplomatique entre Pékin et Taipei et à ses incidences politiques. Le Premier Ministre M. Vincent Siew a réitéré le 20 février 1998 devant le Yuan Législatif<sup>21</sup> que la politique continentale du gouvernement consistait à améliorer les relations avec Pékin et à reprendre les négociations avec la Chine continentale. La promotion des échanges économiques, académiques, culturels etc, est au centre des projets gouvernementaux. On constate clairement que la politique de détente dans la région du détroit de Taiwan constitue un point-clé de la politique de paix de Taiwan et qu'elle pourra contribuer à la création d'un environnement stable en Asie-Pacifique.

#### C. La politique étrangère pragmatique par le moyen de la participation active aux activités internationales

Depuis la fin de la guerre froide, consciente du changement de la structure du système international et de l'intérêt global de tous les pays pour le nouvel ordre mondial, la République de Chine à Taiwan a été forcée d'adapter sa politique étrangère à la nouvelle situation internationale. Elle a

---

<sup>20</sup> *China Times* (May 29, 1998), p.3.

<sup>21</sup> *Journal de Yuan Législatif*, No.5, Vol.87 (le 28 février 1998), p.97; *Le rapport du Yuan Exécutif sur le programme de gouvernement* (de juillet 1997 au juin 1998), p.26.

renoncé à poursuivre l'ancienne politique de caractère rigide et idéologique. Elle a adopté une orientation réaliste et pragmatique dans le but de participer plus activement aux activités internationales; ceci va permettre à Taiwan de mieux contribuer au maintien de la paix et au développement des pays du Tiers-Monde.

La diplomatie pragmatique ou réaliste constitue une rupture avec le passé. Auparavant, les deux anciens Présidents Tchiang poursuivaient une politique très liée à l'idéologie, l'alliance et l'expérience historique. Cette politique était comparable à la doctrine Hallstein de l'Allemagne fédérale dans les années 1950 et 1960. Taipei a renoncé à poursuivre cette politique étrangère car celle-ci avait mis Taiwan dans une situation embarrassante et l'avait isolé de la communauté internationale.

La politique adoptée par le Président Lee Teng-hui se compose des éléments suivants:<sup>22</sup>

- (1) Principe de progressivité en vue du développement des relations avec les autres pays;
- (2) Reconnaissance de la réalité de la division de la Chine;
- (3) Renoncement au jeu à "somme nulle";
- (4) Stratégie de présence dans les activités internationales;
- (5) Développement des relations avec les autres pays sans tenir compte des barrières idéologiques;
- (6) Promotion de la coopération internationale en vue de l'établissement de la paix et de la prospérité.

En suivant toutes ces idées réalistes, Taiwan a obtenu des résultats fructueux. Il a augmenté ses relations diplomatiques de 22 pays à 30 pays (celles-ci ont été récemment réduits à 27 pays). Et il a installé 93 bureaux de représentation dans 61 pays dont 14 sont des consulats.<sup>23</sup> Il y a 39 pays

---

<sup>22</sup> TSAI Cheng-Wen, "The Concept, Achievement and Assessments of Pragmatical Diplomacy of the R.O.C." in *Political Science Review*, No.6, (May 30, 1995), pp.281-282.

<sup>23</sup> *The Report of Prime Minister to the Legislative Yuan* (oral), February 22, 1993, p.5.

étrangers qui ont installé 45 bureaux de représentation à Taiwan.<sup>24</sup> En outre, Taipei a déployé de grands efforts pour participer aux activités des organisations internationales. Depuis 1990, Taiwan est devenu membre de 13 organisations intergouvernementales dont 3 sont de nouvelles affiliations. Taiwan est aussi membre de 917 organisations non gouvernementales.<sup>25</sup> Mais bien que Taiwan ait l'intention de participer à l'ONU et à ses institutions spécialisées, il est toujours très difficile pour Taiwan de participer aux ONG en raison du veto de la Chine populaire.

Ainsi, grâce à sa politique pragmatique, la République de Chine a pu élargir son espace international et coopérer avec un plus grand nombre de pays pour le développement et pour le maintien de la paix. En particulier, elle a encouragé les secteurs privé et public à investir dans les pays de l'ASEAN et à promouvoir les échanges commerciaux avec ces pays. Elle est très active dans l'APEC, le PECC et le PBEC dont certaines commissions ou "task forces" sont présidées par des représentants taiwanais. Elle a contribué à apporter une assistance économique et technique aux pays de l'Asie-Pacifique. Et même l'expérience de Taiwan est devenue un modèle de développement pour le Tiers-Monde.

#### D. La politique de coopération par les échanges commerciaux et l'assistance économique

La République de Chine à Taiwan, en tant que nouveau pays industrialisé conscient de ses responsabilités interantionales, a créé plusieurs fonds gouvernementaux en vue de la coopération et de l'assistance au développement des pays du Tiers-Monde. Cette politique de coopération permet à Taiwan de mettre en oeuvre l'idée du Président Lee relative au développement de la paix et de la prospérité internationales.

Taiwan a créé un fond d'assistance humanitaire qui vise à aider les pays touchés par les catastrophes naturelles. Il a déjà fourni plus de deux cent

---

<sup>24</sup> *Rapport sur les relations extérieures et l'administration diplomatique*, p.43. La Hongrie ouvrit un bureau de représentation à Taipei en 1998.

<sup>25</sup> *The Report of Prime Minister to the Legislative Yuang*, February 1998, p.20.

millions dollars américains à plus de quarante pays, entre 1988 et 1996.<sup>26</sup>

Le 5 octobre 1988, Taiwan a établi un fond international pour la coopération économique et le développement doté d'un milliard dollars américains qui contribue principalement à aider les pays en voie de développement. Cette assistance économique officielle est comparable aux projets japonais de l'ODA (Official Development Aid). Les projets de demande, doivent être adressés par le gouvernement demandeur aux autorités de la République de Chine. Ainsi, certains pays comme la Thaïlande, craignant les pressions de Pékin, ont souvent présenté leurs projets de demande par l'intermédiaire du secteur privé, ce qui n'est pas accepté par Taiwan. Jusqu'à la fin d'août 1997, Taiwan a accordé des crédits d'un montant total de 329 755 000\$US à 25 projets dont 11 en Amérique Centrale, 2 en Afrique et 1 en Europe de l'est.<sup>27</sup>

Le 8 août 1991, le Président Lee a également créé un fond d'aide internationale. Mais ce fond jusqu'à présent n'est pas aussi important que le fond d'assistance économique. C'est plutôt un fond qui permet de fournir une aide sur la base de considération politiques.

Mis à part ces projets d'aide officielle, Taiwan fournit également une assistance technique aux pays du Tiers-Monde. A la fin d'août 1997, Taiwan avait 13 missions agricoles avec 114 experts, 4 missions de pêche avec 19 experts et une mission d'artisanat avec six experts en Amérique-latine. Et en Asie avec 75 experts, en Afrique avec 116 experts, en Amérique du sud avec 21 experts. Au total, Taiwan a 47 missions comptent 351 experts.<sup>28</sup>

Cependant, il importe d'indiquer que les hommes d'affaires taiwanais ont été beaucoup plus rapides et plus entreprenants que le gouvernement. Surtout, les investissements directs du secteur privé taiwanais dans les pays de l'ASEAN sont énormes en 1997. Taiwan était le deuxième investisseur

---

<sup>26</sup> *Rapport sur les relations extérieures et l'administration diplomatique*, pp.322-323, 328-332.

<sup>27</sup> ICDF, *International Cooperation and Development* (Nov. 1997), p.25.

<sup>28</sup> *Ibid*, p.26.

étranger en Malaisie et au Vietnam; le quatrième en Thaïlande et aux Philippines; le sixième en Indonésie.<sup>29</sup> Le montant total de l'investissement taiwanais y a déjà dépassé 30 milliards de dollars américains. En ce qui concerne les échanges commerciaux, ceux-ci ont atteint 24.7 milliards de dollars américains en 1997.<sup>30</sup> Le gouvernement de Taiwan a considéré ce succès comme étant le résultat de la "politique en direction du sud".

La coopération entre Taipei et Tokyo ou Washington est très étroite. Les Etats-Unis et le Japon sont les deux grands partenaires commerciaux de Taiwan. Taiwan dégage souvent un excédent dans sa balance commerciale avec les Etats-Unis mais un déficit avec le Japon. Les Etats-Unis restent le premier marché d'exportation de Taiwan. Et le Japon est le premier fournisseur de Taiwan.

La politique de coopération ne se limite pas à l'Asie-Pacifique. Elle s'applique à l'ensemble de la communauté internationale. Ceux qui font preuve de bonne volonté envers Taiwan et veulent nouer des relations bilatérales pourront prendre l'initiative de dialoguer avec Taipei. Toutes sortes de coopérations pourront être envisagées par les deux parties. Taiwan est prêt à promouvoir les relations avec tous les pays dans le but de contribuer à consolider la paix mondiale.

Lors de la guerre du Golfe, Taiwan avait proposé aux Etats-Unis de contribuer au financement de l'opération militaire américaine. Mais cette offre a été déclinée par Washington qui ne voulait pas provoquer les autorités de Pékin. Au contraire, la Jordanie a accepté en 1990 une aide humanitaire de 10 millions de dollars américains et matérielle d'une valeur de 10 millions de dollars américains.<sup>31</sup> Il faut souligner que la Jordanie n'a pas de relations diplomatiques avec la République de Chine à Taiwan.

En outre, Taiwan a la volonté de participer aux projets de développement des pays du Tiers-Monde élaborés par les organisations

---

<sup>29</sup> *The Report of Prime Minister to the Legislative Yuang*, February 1998, p.21.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> *Rapport sur les relations extérieures et l'administration diplomatique*, pp.88-89.

internationales, même s'il n'est pas membre de ces organisation. Par exemple, Taiwan a collaboré avec le Forum du Pacifique du sud (South Pacific Forum) pour la formation de cadres de petites et moyennes entreprises dans la région du Pacifique du Sud. Il a même proposé à l'organisation des Nations Unies de contribuer au financement de celle-ci. Mais cette offre a été rejeté par le secrétaire général des Nations Unies.

De tout ce que nous venons d'analyser, on peut observer que la République de Chine à Taiwan poursuit une politique du maintien de la paix assez réaliste. Taipei n'est plus rigide comme dans la période de la guerre froide mais plus souple afin de favoriser la coopération avec tous les pays, voire la Chine populaire. En particulier, Taiwan est devenu un pays qui joue un rôle positif et concret dans la région de l'Asie-Pacifique tant au niveau diplomato-stratégique qu'au niveau économique. On peut penser que Taiwan contribue à la consolidation de la sécurité et de la stabilité du développement économique de tous les pays.

### III. Evaluation et perspectives de la politique poursuivie par la République de Chine à Taiwan

La politique du maintien de la paix poursuivie par la République de Chine à Taiwan mérite d'être examinée. En particulier, les stratèges américains ont estimé qu'il vaudrait mieux pour Washington prendre des mesures préventives afin d'éviter toute crise ou tout conflit dans le détroit de Taiwan car celui-ci revêt une grande importance stratégique pour les Etats-Unis. Mais la volonté hégémonique de la Chine populaire dans la région de l'Asie de l'est et le possible de changement du statut de Taiwan en raison du processus démocratique ont incité les Etats-Unis à redéfinir leur politique envers les deux rives du détroit. Celle-ci aura un impact sur l'environnement régional qui aura à son tour une influence sur la politique de la République de Chine à Taiwan. D'autre part, la crise économique et monétaire dans la région pourra aussi avoir un impact sur la politique de Taipei. Donc, nous allons d'abord examiner la portée et les limites de la politique poursuivie par Taiwan, puis analyser les perspectives de développement de cette politique.

### A. L'évaluation de la portée et des limites de la politique de Taipei

Il est évidemment que la politique de maintien de la paix de Taiwan a enregistré un certain nombre de succès mais a aussi essuyé des échecs. Nous allons analyser ci-dessous les raisons de ces succès et de ces échecs.

#### 1. La portée de la politique de Taipei

On peut constater que la politique de modernisation de la défense nationale est nécessaire pour Taiwan afin d'assurer sa sécurité. Bien que le budget de défense soit très élevé, le peuple taiwanais accepte ce sacrifice. Parmi les préoccupations majeures du peuple taiwanais, la priorité est la survie de la République de Chine à Taiwan et son intégration dans la communauté internationale. Face à la menace militaire de Pékin, le peuple taiwanais est prêt à contribuer à tout ce qui peut aider la défense du pays car l'existence de Taiwan signifie que les taiwanais peuvent consolider leur système social, leur mode de vie et surtout leur système libéral et démocratique. Ainsi, cette politique de modernisation des forces armées ne rencontre aucune objection de la population à Taiwan. D'autre part, le renforcement de la capacité de défense de Taiwan est utile pour la sécurité en Asie-Pacifique. La capacité de dissuasion de Taiwan est le meilleur moyen pour prévenir le déclenchement de la guerre par Pékin contre Taipei. S'il n'y a pas de crise dans le détroit de Taiwan, la stabilité de l'Asie du nord-est peut être assurée.

La politique de détente de Taipei à l'égard de Pékin peut certainement contribuer à soulager la tension entre les deux rives du détroit. En fait, bien que la guerre froide soit terminée en Europe, ce n'est pas le cas en Asie où il subsiste beaucoup de problèmes historiques sans issue et où la Chine populaire continue à poursuivre la même politique à l'égard de Taiwan que pendant la guerre froide. Existe donc dans cette région de nombreux conflits ou crises potentiels. En particulier, la puissance de la Chine populaire s'accroît sans cesse depuis la fin de la guerre froide et les grandes puissances en présence dans la région ne peuvent pas la négliger. La politique de détente est conforme au souhait de tous les pays, notamment des Etats-Unis, du Japon, de l'ASEAN, etc. Le maintien de la stabilité entre les deux rives

du détroit est dans l'intérêt de tous les pays. Ainsi, la politique de détente crée un environnement paisible qui facilite les échanges économiques, culturels, sociaux etc. entre les peuples chinois et taiwanais. Les résultats sont satisfaisants. Même si la Chine populaire veut imposer sa volonté à Taiwan par des démonstrations de force, elle réclame tout le temps la nécessité de promouvoir les échanges entre les peuples des deux rives du détroit. On voit très clairement que ces échanges économiques contribuent effectivement au développement de la Chine populaire. Mais l'intérêt de Pékin est aussi le maintien d'un environnement pacifique dans la région.

La stratégie de Pékin est de séparer la politique de l'économie. Elle consiste à continuer à exercer des pressions sur Taiwan mais en même temps à encourager le peuple taiwanais à aller investir sur le continent. Lorsqu'il y a un ralentissement des investissements occidentaux, Pékin adopte des mesures favorables pour attirer les investissements taiwanais afin que ceux-ci contribuent à financer la construction nationale. Cette tactique a enregistré certains résultats. Par exemple, après les événements de Tien-An-Men en juin 1989, les pays occidentaux ont réduit leurs investissements en Chine continentale, les hommes d'affaires taiwanais sont alors allés y investir. Récemment, Pékin a à nouveau tenté d'attirer les investisseurs taiwanais afin de remédier à la diminution des investissements occidentaux due à l'éclatement de la crise monétaire en Asie de l'est. Ainsi, Pékin est forcé de relaxer la tension politique avec Taipei dans le but d'attirer les investissements taiwanais; cela montre la contribution de la politique de détente de Taiwan au maintien de la stabilité dans la région du détroit de Taiwan.

En ce qui concerne la diplomatie pragmatique, elle a aidé la République de Chine à Taiwan à élargir son espace international. Elle a permis à Taiwan de nouer des relations avec un grand nombre de pays même si ces liens ne sont pas diplomatiques. La participation active de Taipei à l'APEC, au PEEC et à l'Asian Development Bank (ADB) montre que Taiwan peut apporter sa contribution tant au niveau matériel qu'au niveau technique à la région Asie-Pacifique. Par exemple, lors du sommet de l'APEC tenu à Bogor, (Indonésie) en novembre 1994, les chefs des 16 pays membres ont adopté une lettre de remerciements à Taipei pour sa contribution à la

rédaction d'un rapport économique sur l'APEC. La politique pragmatique de Taipei permet aussi à Taiwan de fournir une assistance économique et technique aux pays socialistes comme le Viet-Nam, le Cambodge, et même à l'avenir à la Corée du nord et aux pays qui n'ont pas établi les relations diplomatiques.

La seule controverse existante est l'action engagée par la République de Chine à Taiwan en vue de sa participation à l'ONU. Bien que les efforts taiwanais déployés depuis 1992 aient échoué, ils ont toutefois abouti à attirer l'attention des pays membres de l'ONU sur la volonté du peuple de la République de Chine. Celle-ci, en tant qu'ancien membre fondateur de l'ONU et Etat souverain, a envie de participer aux Nations Unies. Naturellement, l'opposition de la Chine populaire et le réalisme de la politique internationale rendent la demande du peuple taiwanais irréalisable. Mais cette revendication peut inciter l'opinion publique mondiale à reprendre le dossier et à trouver une solution.

La politique de coopération internationale de Taipei montre le dévouement de Taiwan pour les pays qui ont besoin d'assistance. Cette politique est bien accueillie par les pays en voie de développement qui bénéficient des 25 projets en de réalisation. La plupart de ces projets concernent la construction d'infrastructure. Les répercussions sur le programme d'assistance technique sont importantes. Outre l'envoi d'experts dans les pays du Tiers-Monde, Taiwan organise souvent des stages de formation des cadres des pays en voie de développement soit à Taiwan, soit dans ces pays. Mais les investissements taiwanais constituent la chose la plus importante pour les pays du Tiers-Monde. Cependant, jusqu'à présent, les pays d'Asie du sud-est ont attiré le plus grand nombre de capitaux taiwanais. Les récentes émeutes contre les Chinois en Indonésie a eu une certaine influence sur la politique en direction du sud de Taipei. Certains entrepreneurs se demandent s'il était correct d'encourager les Taiwanais à investir dans les pays du sud-est asiatique où le risque politique doit toujours être pris en considération. De toute manière, la politique d'assistance économique et technique est bien appréciée par les pays de l'Asie-Pacifique. En particulier, en ce moment, la plupart des pays de l'Asie de l'est sont en train de traverser une période pénible eu égard au marasme économique.

Taiwan a même proposé en novembre 1997 au sommet de l'APEC tenu à Vancouver d'établir un fond commun pour aider les pays membres à sortir du marasme. Mais l'idée n'a pas été acceptée par les grands pays comme les Etats-Unis, le Canada, etc. Cependant, après le sommet, le Premier Ministre de Singapour et celui de la Malaisie sur la route du retour dans leurs pays, ont l'un comme l'autre passé quelques heures à l'aéroport Tchiang Kai-Chek pour s'entretenir avec le Premier Ministre Vincent Siew. On peut ainsi constater que la politique de coopération de Taiwan a reçu un écho favorable dans les pays de l'Asie-Pacifique.

Dans l'ensemble, la politique adoptée par Taiwan en faveur du maintien de la paix a été couronné du succès. C'est parce que la République de Chine à Taiwan, consciente des changements de l'environnement international, a pu réorienter sa politique passé. Mais l'évolution de la situation pourrait aussi provoquer de nouveaux problèmes susceptibles d'accroître la pression sur le gouvernement de Taipei et de contraindre celui-ci à revoir sa politique. Il est donc temps maintenant d'aborder les limites de la politique de la République de Chine à Taiwan.

## 2. Les limites de la politique de Taipei

Nous pouvons voir que la politique poursuivie par Taipei n'a pas souvent pu produire les effets attendus. C'est parce qu'il y a des facteurs défavorable qui font obstacles à la réalisation des objectifs de cette politique. Nous essayons ci-dessous d'énumérer les facteurs susceptibles de restreindre la portée de la politique de Taipei.

### (1) Une évolution internationale défavorable

En fait, l'appui international est la clé de voûte de la réussite de la politique menée par Taiwan. Lorsque il y a des forces qui s'opposent à la position du gouvernement de Taipei, celui-ci a des difficultés à réaliser ses objectifs. Par exemple, au début des années 1990, l'évolution de la situation internationale était défavorable à la Chine populaire. En raison des événements de Tien-An-Men, Taiwan a pu rétablir des relations diplomatiques avec six pays et s'affilier à l'APEC avec le soutien des autres

pays membres. Cependant, à partir de 1992, la Chine populaire est sortie de son isolement, elle a pris une position intransigeante sur la question de l'affiliation de Taipei au CSCAP. Les pays de l'ASEAN ont été contraints de choisir de sorte que Taiwan a été mis à la porte du CSCAP. Les représentant de Taipei ne peuvent que participer aux travaux des commissions à titre individuel.

D'autre part, depuis que les Etats-Unis ont réorienté leur politique envers les deux rives du détroit de Taiwan, Taiwan s'est trouvée dans une situation embarrassante. Il est dit que lors de la visite de Président Bill Clinton en juin 1998, les Etats-Unis signeront un communiqué avec Pékin dans lequel Président Clinton tiendra trois engagements : (a) Opposition à la participation de la République de Chine à Taiwan à l'ONU; (b) Opposition à la politique des deux Chines, d'une Chine et d'un Taiwan; (c) Opposition à l'indépendance de Taiwan. Dans ce contexte, la politique pragmatique de Taipei aura des difficultés à étendre l'espace international de Taiwan; ce qui engendre la crainte du peuple taiwanais sur l'avenir du pays. Les Taiwanais craignent que l'Administration Clinton force Taipei à négocier avec Pékin. Dans un tel cas, Taiwan n'aura pas de carte à jouer de sorte qu'il ne pourra que s'incliner devant Pékin. Ainsi, cette situation internationale défavorable risque de compromettre la contribution de la République de Chine à Taiwan au maintien de la paix en Asie-Pacifique.

## (2) Les difficultés d'achat d'armements

La politique de modernisation de la défense nationale ne peut qu'être réalisée dans la mesure où la République de Chine à Taiwan peut acquérir des armements de haute technologie. En particulier, les avions de combat, les frégates, les missiles sont importants pour la défense des îles de Taiwan car eux seuls peuvent décider qui aura la commande de la mer et la supériorité de l'air dans la région du détroit de Taiwan en cas de conflit. Cependant, il est très difficile pour Taiwan d'obtenir des armements de haute technologie en raison des pressions de Pékin sur les pays fournisseurs.

Les mesures de représailles adoptées par Pékin ont eu un certain impact sur la décision des Pays-Bas de vendre des sous-marins additionnels. De

même, l'Allemagne fédérale s'est opposée à la vente de sous-marins à Taiwan en raison des possibles réactions de Pékin. La France a accepté de vendre des frégates et des Mirages 2000-5 à Taiwan. Mais la réaction de la Chine populaire et la pression des hommes d'affaires français qui possèdent des intérêts en Chine continentale ont contraint le gouvernement Balladur à signer le 12 janvier 1994 un communiqué qui reconnaît le principe d'une seule Chine et l'appartenance de Taiwan à la Chine. De plus, le gouvernement français a attaché à cet accord une liste d'armements qu'il a promis de ne pas vendre à Taiwan. Toutes ces mesures prises par la France étaient destinées à favoriser une normalisation ses relations franco-chinoises. Jusqu'à présent, les Etats-Unis sont le seul pays qui fournit régulièrement des armements à Taiwan. Mais Washington applique cette politique sur la base de l'équilibre entre les puissances militaires et de la situation politique entre les deux rives du détroit. Etant donné que la Chine populaire a intérêt à entretenir des relations étroites avec les Etats-Unis, elle se montre beaucoup plus tolérante à l'égard des ventes américaines d'armes à Taiwan. Pékin n'a pas pris de mesure de représailles contre les Etats-Unis suite à la décision du Président Bush sur la vente des F-16 à Taiwan.

En raison de ces difficultés d'acquisition d'armements, Taiwan est souvent obligé d'acheter à un prix très élevé les armes de haute technologie dont il a besoin ce qui parfois provoque des problèmes. On constate que ce sont souvent les hommes d'affaires intermédiaires qui sont à l'origine de ces problèmes.

Quoi qu'il soit, ces difficultés en matière d'achat d'armes peuvent compromettre la politique de Taipei en matière de "construction militaire". Cependant, on voit très clairement que Taiwan, en tant que pays démocratique, n'attaquera aucun pays. Mais les pays occidentaux, soucieux des réactions de la Chine continentale répugnent à fournir à Taiwan les armements qui pourtant contribuent au maintien de la stabilité dans le détroit.

### (3) La position intransigeante de la Chine populaire

La Chine populaire depuis 1949 poursuit la même politique envers Taiwan. L'essence de cette politique est de faire disparaître la République de

Chine. Ainsi, même si elle a 1978 substitué à la politique de "libération de Taiwan par la force" la politique de "réunification pacifique sans exclusion de la force", l'objectif de sa politique reste le même qu'avant 1978.

La politique développée depuis 1978 comporte les éléments suivants: (a) Politique d'une seule Chine; (b) Régime socialiste et statut dirigeant du Parti communiste chinois; (c) Principe d'"un Etat- deux systèmes" pour la réunification. La méthode de la mise en oeuvre de cette politique est d'exclure Taiwan de la communauté internationale et d'annexer Taiwan par la force armée au cas où Taiwan ne plie pas devant les autorités de Pékin.

La stratégie actuelle de Pékin est de bloquer l'espace international de Taiwan. Pékin tente de forcer les pays ayant des rapports diplomatiques avec la République de Chine à Taiwan à rompre ces relations de sorte que celle-ci perde peu à peu sa personnalité juridique internationale. D'autre part, afin de manifester son intransigeance sur la politique d'une Chine, Pékin rompt ses relations avec tout pays qui rétablit des relations diplomatiques avec Taipei. Pékin fait tout son possible pour empêcher Taiwan d'adhérer aux organisations intergouvernementales. Au cas où il n'est pas capable d'entraver l'adhésion de Taipei à une ONG, le gouvernement chinois essaie de transformer le statut de la République de Chine en un statut non étatique; par exemple, changer le nom de la République de Chine en "Chinese Taipei" ou "Chinese Taiwan".

Dès qu'un pays fournit ses armements à Taiwan, Pékin prend tout de suite des mesures de représailles contre celui-ci afin d'éviter tout effet de dominos. De même, si les grandes puissances comme les Etats-Unis, le Japon, etc autorisent la visite d'une personnalité taiwanaise comme le Président de la République ou le Premier Ministre à Washington ou à Tokyo, la réaction de Pékin est très brutale. Ainsi, les pressions de Pékin sur les pays qui manifestent la bonne volonté de promouvoir les relations avec Taipei compromet l'efficacité de la politique étrangère pragmatique. Et la base de ces réactions de la Chine populaire est sa position intransigeante vis-à-vis de Taiwan.

(4) L'appui inconsistant des pays tiers à la position de Taipei

Le soutien international est une carte importante pour Taiwan afin de résister à la pression de la Chine populaire. Mais structure du système international, certains pays n'ont pas pu soutenir constamment la République de Chine à Taiwan. Même les pays qui ont longuement et traditionnellement soutenu celle-ci changent de temps en temps leur politique vis-à-vis de Taipei en fonction du développement du contexte international et de leurs intérêts nationaux. Ceci contribue à compromettre le succès de la politique relative au maintien de la paix de la République de Chine à Taiwan.

Les pays d'Afrique ont souvent rompu leurs relations diplomatiques avec la République de Chine à Taiwan en raison d'une promesse d'aide économique de Pékin plus grande que celle de Taipei. Par exemple, en 1998, la Guinée-Bissau et l'Afrique Centrale ont ainsi rétabli leurs relations avec la Chine populaire.

Les Etats-Unis soutiennent la République de Chine à Taiwan depuis très longtemps. Ils sont aussi le seul pays qui appuie militairement Taiwan contre le menace de Pékin. Mais on peut observer que, si le soutien à Taiwan reste inchangé, la politique américaine envers Taiwan évolue. Les trois objections révélées et les possibles pressions américaines sur Taipei à négocier avec Pékin inquiètent l'opinion publique taiwanaise. L'évaluation de la puissance nationale de la Chine populaire, les considérations stratégiques, l'analyse du développement politique de la République de Chine à Taiwan et le marché chinois de continent. sont les raisons du changement de la politique américaine envers Taiwan.

De même, certains pays occidentaux comme la France, cherchent à établir d'un partenariat stratégique avec la Chine et à profiter du marché chinois. Souhaitant entretenir des bonne relations au moins formellement avec Pékin, ces pays sont susceptibles de modifier leur politique envers Taipei.

Au moment où la conjoncture internationale est défavorable à Taiwan, le succès de la politique de Taipei relative au maintien de la paix peut être compromis. Il est donc possible que la tension entre les deux rives du détroit monte à nouveau à moins que l'Occident exerce sur Pékin et Taipei

des pressions de nature à modérer l'attitude de ces deux capitales.

#### (5) Le développement politique et économique de Taiwan

Le développement de la situation politique et économique est un facteur important pour la réalisation de la politique de paix de Taiwan. Sans prospérité économique et sans consensus du peuple taiwanais sur l'avenir de Taiwan, il est impossible de mettre en oeuvre la politique actuelle de la République de Chine à Taiwan.

La puissance économique est la base matérielle de l'ensemble de la politique de Taipei. La modernisation de la défense nationale, l'assistance au développement, la diplomatie pragmatique et la politique de détente avec Pékin sont fondés sur la croissance continue de l'économie taiwanaise. L'expérience de Taiwan est devenue, en outre, l'un des modèles de développement pour le Tiers-Monde. Heureusement, la République de Chine à Taiwan a pu maintenir un taux élevé de croissance jusqu'à présent. Même pendant la crise du pétrole et la crise monétaire, Taiwan a pu réduire au minimum les dommages causés à l'économie et conserver un taux de croissance élevé. On constate même que Taiwan pourrait dans l'actuelle crise monétaire en Asie enregistrer un taux de 5.7% en 1998. Cependant la chute du yen japonais a entraîné celle de dollar taiwanais. On prévoit que ceci aura une influence sur l'économie de Taiwan. Est-il nécessaire de réviser la politique actuelle? Tout dépend du développement de la situation. En principe, Taiwan ne changera pas sa politique mais il pourrait modifier un peu ses projets en raison du ralentissement de sa croissance économique.

Le développement de la situation politique pourra influencer aussi le succès des efforts de Taiwan pour maintenir la paix en Asie-Pacifique. Le manque de consensus sur la politique à l'égard de la Chine populaire, sur la diplomatie pragmatique ou sur la politique d'aide au développement peut empêcher Taiwan d'obtenir des résultats satisfaisants.

En particulier, les divergeances sur l'identité nationale entre les divers partis politiques taiwanais a gravement affecté les efforts de Taiwan.

Quoi qu'il soit, Taiwan jouit d'un consensus assez général sur la politique poursuivie et sur l'identité nationale. Ceux qui ont différentes positions sur le problème de la réunification ou de l'indépendance partagent une préoccupation primordiale qui consiste à préserver l'existence de Taiwan dans la communauté internationale. Les élections ont constamment montré cette préoccupation. Mais si un jour, la pression de Pékin sur Taiwan aboutit à ne plus permettre au peuple taiwanais de préserver son existence dans la scène internationale, il est possible que le peuple taiwanais soit alors forcé de choisir une voie radicale pour maintenir l'existence de Taiwan dans la communauté internationale. Ceci pourrait entraîner des conséquences malheureuses car la Chine populaire pourrait alors tenter une invasion de Taiwan. Ainsi, l'escalade des pressions de Pékin sur Taipei aura un effet néfaste sur la politique de Taiwan et sur la stabilité du détroit de Taiwan.

#### B. Perspectives de développement de la politique de Taiwan

Le futur développement de la politique de Taiwan relative au maintien de la paix dépend d'une série de facteurs internes et externes que nous avons déjà analysés. En principe, la République de Chine à Taiwan continuera à poursuivre sa politique de la paix afin de maintenir la stabilité en Asie-Pacifique. S'il y avait des changements radicaux, ce serait à cause des pressions de Pékin.

On voit très clairement que Taiwan a une conception de la sécurité identique avec celle de l'Occident. La sécurité en Asie-Pacifique contient deux aspects: (1) l'aspect diplomato-stratégique, purement politico-militaire; (2) l'aspect économique ou apolitique. Taiwan contribuera à renforcer sa puissance militaire afin de pouvoir dissuader toute tentation de Pékin d'invasion de l'île de Taiwan et ainsi maintenir la stabilité du détroit. En fait, ces dernières années, Taiwan est l'un des pays qui ont importé le plus grand nombre d'armements dans le monde.<sup>32</sup> Il était le deuxième derrière le Saudi Arabe au cours de la période 1993 - 1997. Mais la Chine populaire est aussi le sixième grand importateur d'armements du monde. En raison du renforcement de la puissance militaire de Pékin, l'Asie de l'est est devenue

---

<sup>32</sup> *China Times* (June 11, 1998), p.13.

le plus grand importateur d'armements du monde. Cette tendance à la croissance du budget de défense nationale pourra se maintenir dans l'avenir tant qu'il existe des crises et des conflits potentiels dans la région.

Les efforts pour intégrer Pékin aux mécanismes de dialogue en matière de sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique seront multipliés par les grandes puissances en présence comme les Etats-Unis, le Japon, l'ASEAN, etc. Actuellement, l'ARF et le CSCAP sont les deux organisations régionales respectivement gouvernementale et non-gouvernementale qui discutent des questions de sécurité. Mais la République de Chine à Taiwan n'a pas été autorisée à adhérer à ces deux organisations en raison des objections de Pékin, sous le prétexte que la sécurité implique des problèmes de souveraineté. Bien que les pays membres savent très bien que, sans participation de Taiwan, il y a une lacune dans la sécurité régionale, ils ont dû choisir Pékin comme interlocuteur sur la base du fait que Pékin est plus important que Taipei.

L'absence d'un mécanisme collectif de dialogue dans la zone du détroit de Taiwan a pu être remplacé par l'extension explicite de la zone d'application du traité d'alliance nippon-américaine et ceci en dépit des protestations de Pékin. Cependant, les Etats-Unis et le Japon tentent de nouer des relations stratégiques avec la Chine populaire pour clamer l'inquiétude de Pékin. D'autre part, les Etats-Unis continuent à aider Taiwan à moderniser la défense. C'est le seul moyen pour maintenir la stabilité du détroit.

Si Pékin entend continuer d'élargir son contrôle effectif sur Asie-Pacifique, la théorie de la menace chinoise se concrétiser à tous les pays d'Asie-Pacifique sont forcés de renforcer leur défense nationale. Taiwan n'échappe évidemment pas à ce phénomène et devra poursuivre sa politique de modernisation de sa défense.

Pékin sait très bien que s'il veut attirer les investissements étrangers et taiwanais, il ne peut que relâcher la tension. Dans un proche avenir, il essaiera de montrer son aimabilité vis-à-vis de l'extérieur. Dans ce contexte, Taiwan continuera à pratiquer une politique de détente avec la Chine

populaire, même s'il est engagé dans une compétition diplomatique acharnée avec ce pays.

Etant donné que les pays de l'Asie-Pacifique connaissent des difficultés économiques, ils cherchent à trouver l'assistance économique des autres pays. Bien que Taiwan soit également atteint par la crise monétaire, ce pays reste économiquement prospère. Ainsi, la politique de coopération menée par Taipei ne sera pas modifiée. Taiwan va continuer à collaborer avec tous les pays de l'Asie-Pacifique sur la base du bénéfice mutuel. Taipei continuera aussi à encourager le secteur privé à investir dans les pays de l'Asie-Pacifique, notamment les pays de l'Asie du sud-est. Mais il prendra plus en compte les risques politiques.

Naturellement, tous les efforts engagés par Taiwan n'aboutiront pas car plusieurs facteurs limiteront le succès de cette entreprise. Cependant, la politique de Taipei en matière de maintien de la paix en Asie-Pacifique est une voie correcte non seulement pour la sécurité de Taiwan mais aussi pour la sécurité de la région.

En partant de la perception de l'environnement international et de l'analyse du concept de sécurité de Taiwan, on peut comprendre la substance de la politique de ce pays en matière de maintien de la paix.

Bien que la situation politique internationale de l'après-guerre froide soit favorable à la paix, ce n'est pas tout à fait le cas de l'Asie-Pacifique parce que la Chine populaire continue de poursuivre une politique adoptée pendant la période de la guerre froide. Les problèmes historiques non résolus restent dans l'impasse en raison de la position intransigeante de Pékin, notamment pour ce qui concerne les relations entre les deux rives du détroit de Taiwan.

Les puissances en présence en Asie-Pacifique perçoivent la menace de Pékin à la stabilité régionale. Mais l'importance stratégique de la Chine populaire et le grand marché qu'offre ce pays ne peuvent pas être négligées. Les Etats-Unis ont, d'une part, pris des mesures pour renforcer leur alliance avec le Japon et d'autre part, améliorer leurs relations avec Pékin. Le Japon,

pour une fois très courageux, a déclaré ouvertement que le traité d'alliance avec les Etats-Unis pourra être appliqué jusqu'au nord des Philippines. Ceci a clairement montré aux Chinois de Pékin la détermination de ces deux alliés à assurer la sécurité en l'Asie de l'est. Les pays de l'ASEAN ont pour leur part réussi à faire entrer la Chine populaire à l'ARF afin de pouvoir dialoguer des problèmes de sécurité avec ce pays au sein d'un mécanisme collectif.

Dans ce contexte, Taiwan a dû réorienter sa politique de sécurité. D'une part, il renforce sa puissance militaire dans le but de pouvoir résister à la menace de Pékin. D'autre part, il poursuit une politique de détente dans ses rapports avec Pékin. Bien que la lutte diplomatique entre les deux rives du détroit se poursuive, l'intérêt des deux parties intéressées est de continuer de relâcher la tension afin de pouvoir promouvoir leurs échanges fonctionnels.

Etant donné que la Chine populaire tente d'isoler Taiwan de la communauté internationale, Taiwan a dû adopter une politique pragmatique afin de pouvoir nouer des relations avec les autres pays et participer aux activités internationales. Cette politique pragmatique permet à Taiwan de collaborer avec les autres pays en matière de développement et d'échanges économiques. Elle permet aussi à Taiwan de rétablir les relations diplomatiques avec certains pays et d'élever le niveau des contacts avec les gouvernements qui maintiennent des relations officielles avec Pékin. Les plus hauts représentants du gouvernement de la République de Chine à Taiwan comme le Président, le Vice-Président de la République, le Premier Ministre etc. ont pu ainsi visiter ces dernières années les pays de l'ASEAN où ils ont eu des entretiens avec leurs homologues. Les efforts entrepris par Taiwan pour adhérer aux organisations intergouvernementales ne sont pas souvent couronnées de succès, mais ces actes mêmes sont de nature à attirer l'attention de l'opinion publique internationale sur la volonté réelle du peuple taiwanais quant à l'avenir de Taiwan.

La politique de coopération a permis à Taiwan de fournir une assistance économique et technique qui a contribué au développement des pays qui ont reçu cette aide. Mais les investissements du secteur privé en l'Asie du sud-est sont beaucoup plus importants que l'aide officielle au développement.

Tout ceci a contribué au maintien de la stabilité de ces pays.

Cependant, il y a des facteurs négatifs qui ont diminué l'efficacité de cette politique. Par exemple, la conjoncture internationale défavorable les difficultés d'acquisition d'armements de haute technologie, la position intransigeante de la Chine populaire, le soutien irrégulier des pays tiers à la position de Taiwan et le développement de la situation politique et économique de Taiwan peuvent compromettre les efforts de la République de Chine à Taiwan en matière de maintien de la paix en Asie-pacifique.

Toutefois, l'on peut prévoir que Taiwan, étant dans une situation irréversible, continuera de poursuivre sa politique de paix afin de pouvoir préserver son existence dans la communauté internationale.

# 中華民國維護亞太區域和平的政策

蔡政文

## 摘 要

本文旨在有系統分析我國維護亞太地區安全及穩定的政策，尤其是在後冷戰時期，我國維護國家安全的取向。全文共分三部分：堦我國對亞太地區情勢的認知及國家安全的概念；堸我國維護和平的政策；堿我國推行政策的評估及展望。

就第一部份而言，首先探討我國政府對國際環境的認知，主要從全球趨勢及亞太區域情勢加以分析及說明。其次，研析中華民國政府所持有的國家安全觀念，尤其指明我國政府的安全概念與西方的「全方位安全」、「合作安全」及「共同安全」是相同的，不僅涵蓋政治、軍事及外交面，而且擴及經濟、文化、社會等方面。

就第二部分而言，指出我國政府在後冷戰時期所推行的政策可區分為四項：堦經由國防現代化維護台海的穩定；堸透過民間交流緩和與中共的關係；堿以積極參與國際活動的方法推行務實外交；堿以推動經濟交流及經濟、支援落實國際合作。

就第三部分而言，首先評估各項政策的積極面，分析它們的貢獻，其次，探討我國政策所遭遇的限制因素，大致可區分為下列幾項主要因素：堦不利的國際情勢；堸購買尖端武器的困難；堿中共僵硬的立場；堿第三國對中華民國缺少堅定的支持；堿台灣政經情勢的發展。最後展望我國維護亞太和平政策的可能政策。

結論中指出除非中華民國政經情勢惡化或中共調整其對台政策，否則台灣現行維護亞太區域和平的各項政策都會繼續推動。